

25 avril 1983 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à la préfecture de Lille, devant les assemblées départementale et régionale du Nord-Pas- de-Calais, sur la politique industrielle et le développement économique de la région, lundi 25 avril 1983.

Messieurs les présidents,

- Mesdames et messieurs,

- Je veux que vous sachiez le plaisir que j'ai de me trouver parmi vous, représentants du Conseil régional, du Comité économique et social et des deux Conseils généraux de la région Nord-Pas-de-Calais.

- Je vous remercie pour vos paroles de bienvenue, pour la qualité et pour la franchise de vos exposés. Grace à vous, j'approche mieux les problèmes qui vous préoccupent. Sans entrer dans trop de détails mais en traçant les grands axes pour demain, je désire vous apporter les réponses que les habitants de votre région sont en droit d'attendre du Président de la République.

- Mais d'abord une évidence, pour répondre aux inquiétudes exprimées : il n'y a pas, pas plus ici qu'ailleurs, de fatalité du déclin. Depuis le fond des âges, votre région a su se montrer grande, grande par l'industrie, le commerce, l'agriculture mais aussi grande par l'invention, grande par l'acharnement du travail, grande par le courage pour reconstruire, après les guerres et pour mener les guerres lorsque, imposées, elles mettent en jeu le sort de la patrie. Grande, pour avoir donné au pays de nombreux créateurs, écrivains, musiciens, sculpteurs, architectes, savants de toutes disciplines.

- J'ai pu observer, au-cours de ce bref voyage, depuis ce matin, à quel point les hommes de ces régions savaient, bien qu'il s'agit surtout de plaines ou de mines, soulever les montagnes. Et l'on irait croire que vous avez perdu confiance et que vous accepteriez, sans murmure, ce qui est imposé souvent de l'extérieur par une lointaine division internationale du travail ? Je n'en crois rien et vous redis ma conviction : il n'y a pas de fatalité du déclin, pas de fatalité du tout, ce sont les hommes qui font l'Histoire, même si la logique de l'Histoire les entraîne parfois au-delà de ce qu'ils voudraient. Ils peuvent toujours, par la force de leur esprit et la puissance de leur volonté, créer un monde à la mesure de l'espérance.\

A l'heure où l'avenir économique de notre pays repose d'abord sur notre capacité à reconstruire ensemble une industrie digne de la France, je veux saluer votre tradition de combat, certes, mais aussi de réussite et chercher avec vous les moyens de retrouver ensemble, ensemble depuis tant d'années, un nouveau et nécessaire élan.

- Je sais que, pour vous, la concurrence internationale est cruelle, que la mutation technologique entraîne bien des bouleversements. Mais, ces difficultés, qui sont celles de toutes les régions industrialisées dans le monde, nous devons les aborder sans à priori ni faiblesse, sans retard ni faux-fuyants, avec un seul objectif, faire que la renaissance industrielle du Nord-Pas-de-Calais participe pleinement au redressement économique de la France et, comme il est arrivé dans notre Histoire, qu'elle l'entraîne. J'ai dit "renaissance" car il ne s'agit pas d'une simple "reconversion", comme on dit, expression qui fut à la mode, mais qui a beaucoup perdu de sa force. Mon

ambition est plus haute. Il ne s'agit plus de poursuivre en Nord-Pas-de-Calais une simple ou une seule spécialisation dans les industries lourdes. Nous devons, certes, grâce à des investissements judicieux, les adapter aux contraintes de l'heure mais il nous faut en même temps implanter des branches nouvelles. J'ai dit "renaissance" aussi pour une autre raison : votre région à son avenir dans l'exploitation et l'enrichissement de sa tradition industrielle et non pas seulement - j'inverse le raisonnement - comme on l'a trop souvent laissé croire, dans un gonflement du tertiaire.

"Quand on chemine dans la plaine qui va d'Arras à Ypres, puis s'allonge, ignorante de nos frontières vers Bruges, on a le sentiment d'avancer sur un fond dont la mer s'est retirée la veille et où il se peut qu'elle revienne demain". C'est ce que Marguerite Yourcenar écrivait dans ses "Archives du Nord". Eh bien, mesdames et messieurs, retenons l'image, sous forme de symbole, si nous le voulons, ce n'est pas la mer mais la vie qui reviendra là où elle s'était retirée.

Mais la clé de toute renaissance industrielle, c'est la formation des hommes, vous l'avez dit, messieurs les présidents et c'est par là que je vais moi aussi commencer. Quand dans Le Nord-Pas-de-Calais, à la sortie de l'enseignement primaire, près d'un enfant sur cinq a déjà au moins deux ans de retard, comment s'étonner que tant de jeunes sortent de l'appareil scolaire sans qualification suffisante ? Il est impossible d'accepter la poursuite de tant d'échecs scolaires. Alors que cette situation appelle un encadrement pédagogique particulièrement dense, oh paradoxe ! votre région manque d'enseignants. Depuis deux ans, un effort de rattrapage a été engagé pour des créations d'emplois dans les lycées, et les lycées d'enseignement professionnel et pour accroître la proportion de postes tenus par des titulaires dans l'Académie de Lille. Mais il est évident que cet effort ne portera ses fruits que s'il est prolongé sur plusieurs années. Aussi ai-je décidé que pendant toute la durée du IXème Plan cette politique serait poursuivie pour que votre retard disparaisse.

- D'autre part, une réforme complète de la carte scolaire sera proposée au Conseil régional et, à cette occasion, les formations dispensées pour l'enseignement technique seront réexaminées et les capacités d'accueil en second cycle long seront accrues.

- Retard encore du Nord-Pas-de-Calais en matière d'enseignement supérieur avec deux fois moins d'étudiants, proportionnellement, naturellement, que dans les régions du Sud de la France. Pour que le Nord-Pas-de-Calais redevienne un des pôles industriels de notre pays, il faut y former davantage de jeunes aux sciences et aux techniques de demain. C'est pourquoi j'ai demandé au gouvernement de renforcer le potentiel des IUT de la région. D'abord par extension systématique, en 1983, dès cette année, puis au cours de IXème Plan des départements d'Instituts universitaires de technologie existants, dès que leur capacité d'accueil est saturée. Ensuite, par la création d'au moins trois nouveaux départements au cours du IXème Plan : l'un à Valenciennes, pour renforcer la vocation de ce bassin en robotique et en mécanique et deux autres à l'IUT du littoral dont les travaux de reconstruction seront engagés dès 1984. Les modalités de création de ces nouveaux départements seront - c'est aussi ce que j'ai demandé au gouvernement - arrêtées après concertation dans les trois mois.

- Ces décisions locales et régionales traduisent l'effort exceptionnel de formation des hommes entrepris par la nation toute entière. Le retard que je signalais est aussi accumulé par notre pays tout entier et il est, à n'en pas douter, un des principaux facteurs de notre manque de compétitivité dans la concurrence internationale. Je reviendrai sur ce sujet. J'ai eu récemment l'occasion d'interroger les présidents de l'industrie automobile européenne, c'était la semaine dernière, sur les causes des succès de l'industrie japonaise. L'un d'entre eux m'a fait cette réponse aussitôt : la quasi totalité des ouvriers de Toyota a un niveau d'éducation équivalent ou à peu près à notre baccalauréat. Le développement de la ressource humaine... c'est en élevant progressivement le niveau de formation des hommes que nous améliorerons notre réalité industrielle. C'est en ouvrant nos établissements aux nouvelles technologies que nous serons à même de gagner la bataille économique dans laquelle nous sommes.

J'ai également demandé à M. Le Premier ministre "Pierre Mauroy" de veiller à ce que le ministère de l'Education nationale prépare un plan qui permettra de doubler, en quatre ans, les capacités d'accueil de ces IUT dans toutes les disciplines directement liées aux technologies de pointe. De plus, 2000 unités industrielles de fabrication française seront installées avant la fin de

pointe. De plus, 3000 micro-orinateurs de fabrication française, seront installés, avant la rentrée de septembre prochain, dans les lycées et les lycées d'enseignement professionnel, 3000 autres le seront en 1984 et à la fin de 1983, 20000 enseignants auront reçu une formation qui leur permettra d'utiliser l'informatique dans leur enseignement. Ce projet, auquel votre région apporte son soutien financier, entre désormais dans la réalité et j'ai pu le vérifier ailleurs, il y a quelques semaines, dans un établissement de la banlieue parisienne. Je le vérifierai, je crois, encore demain dans un établissement d'Arras et je tiens à dire ici ma satisfaction de voir l'Education nationale s'ouvrir vers l'avenir et exprimer mon souhait de voir cet effort considérablement amplifié. Il y a, ici et là, des timidités, comme une sorte d'empêchement à aborder carrément les responsabilités du futur. Or le futur commence, à peine ai-je fini ces mots, il est notre présent !

- Dans cette oeuvre de développement, beaucoup est demandé aux enseignants. Ils sont prêts, j'en suis sûr, à répondre à mon appel. Ils ont toujours su se mobiliser pour les grandes causes. Car l'effort de formation technologique et la fertilité d'une région en innovateurs et donc en entreprises nouvelles, vont de pair : c'est à partir des IUT, des universités, des écoles d'ingénieurs, que des techniciens, des chercheurs essaieront pour créer des entreprises et donc des emplois. Le Nord-Pas-de-Calais peut trouver là, à côté de la modernisation des grandes activités traditionnelles, la source de cette renaissance industrielle que j'appelle de mes vœux.

Si l'ouverture sur l'avenir est une condition nécessaire du succès économique, la tradition industrielle aussi, loin d'être négligeable, représente un formidable atout. Que de fois ai-je répété qu'il n'y a pas de secteur condamné ! Il y a seulement des entreprises incapables de suivre le train de la course. Pendant longtemps, l'exploitation du charbon national et le travail des mineurs ont contribué d'une façon décisive à la richesse de la France et à son indépendance. Le charbon a marqué le développement de cette région, en particulier dans son paysage, dans son organisation urbaine ou dans sa sociologie. Les mineurs peuvent avoir un sentiment légitime d'orgueil et de fierté, en replongeant dans le passé, par la mémoire, en évoquant l'exceptionnelle contribution qu'ils ont apporté à l'essor du pays, après les deux guerres, en évoquant une histoire ponctuée par les grandes catastrophes minières qui exigeaient tant de courage des hommes, celle de Courrières au début du siècle, tant d'autres plus près de nous, celle du puits no 4 de Lievin. Tout ceci est inscrit, je le disais, dans la mémoire et le comportement des hommes et les décisions que nous devons prendre, en matière de charbon, doivent en tenir compte. Bref, la France doit beaucoup à ses mineurs. Ce ne serait donc que justice si la France faisait beaucoup et davantage pour eux. L'aide à la production du charbon au titre de la préférence nationale votée par le Parlement en octobre 1981 correspondra, en 1983, puisqu'il faut des chiffres, à 60000 francs pour chaque salarié des Charbonnages de France. Ce n'est, je le répète, que justice et j'en prends l'engagement : le montant de ces aides ne sera pas diminué.

Sans rien oublier du passé, sans renier ce que l'exploitation minière a apporté à votre région et au pays, il faut regarder du côté de l'avenir. Sur l'avenir même du gisement, il appartiendra à l'Etat et aux collectivités concernées, ici représentées, de se prononcer au vu de la commission d'évaluation des ressources dont les travaux se poursuivent. Nous devons pousser au maximum les recherches sur l'exploitation des ressources charbonnières du bassin par gazeification. Mais il faut savoir que les veines accessibles à l'extraction directe sont souvent trop faibles, trop fracturées pour pouvoir être exploitées sans d'importantes contributions de la collectivité nationale. C'est pourquoi, je propose que d'ici le mois de juin, sous la responsabilité de M. Le Premier ministre "Pierre Mauroy" et en dialogue avec vous, mesdames et messieurs, je veux dire avec les responsables élus régionaux, départementaux et locaux soit engagée l'élaboration d'un contrat couvrant le IXème Plan, c'est-à-dire 1984 - 1988, entre l'Etat, les collectivités et, bien sûr, les Charbonnages de France. Soyons clairs. L'Etat ne pourra à la fois couvrir le déficit de l'extraction charbonnière dès lors qu'elle serait prolongée artificiellement et dans le même temps, participer massivement à la renaissance industrielle du bassin minier. Chacun le comprend, les crédits ne pourront être utilisés deux fois. Un choix s'impose donc.

En relation directe avec ce problème il faudra à partir du charbon mais aussi avec tous les éléments dont nous disposons organiser la renaissance propre du bassin minier et nous le ferons avec les moyens qui seront à la hauteur de l'enjeu.

- Pour les projets industriels et pour le développement des entreprises existantes nous pourrions engager jusqu'à 100 millions par an. Un opérateur financier associant les Charbonnages de France et les responsables du bassin et de la région soutiendra ces projets. A cette fin, la SOFIREM, société financière pour les régions minières, filiale des Charbonnages de France, donnera naissance à une société spécifique pour la réindustrialisation du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais. A l'image de SODINOR, la filiale d'USINOR pour le Valenciennois, elle disposera d'un comité d'orientation associant les responsables locaux à la définition de sa politique d'intervention. Et la région si elle le souhaite, pourra souscrire à son capital et donc participer à son conseil d'administration. Ainsi la réindustrialisation du bassin résultera d'une conjugaison des actions de tous ceux qui ont quelques responsabilités à assumer. Les décisions seront prises sur place et j'entends que ces dispositions soient effectives avant la fin de cette année 1983.

- Bien entendu cela se fera pour une large part avec les activités modernes qui utilisent les technologies de l'avenir. D'où, j'y reviens, un grand effort de formation. J'ai évoqué le rattrapage nécessaire des retards. Il faut développer les filières longues, l'enseignement supérieur, la recherche, améliorer les services nécessaires aux entreprises, diffuser ces technologies. Et des moyens financiers supplémentaires mais très rentables dans la circonstance seront employés. Ces actions de développement économique, de formation entreraient dans-le-cadre du contrat que je vous propose.\

Mais les houillères ne sont pas seulement un producteur d'énergie, elles sont aussi le premier propriétaire immobilier du bassin. Plus de 20000 hectares, plus de 100000 logements, des rues, des écoles, des terrains de sport, des églises bref des cites entières. Le rôle économique et la responsabilité sociale qu'un tel patrimoine confère aux houillères, prennent une place croissante par-rapport à son activité purement extractive. S'il ne peut être question d'abandonner les responsabilités dans cette activité immobilière, je souhaite répondre favorablement à une revendication du Conseil régional en précisant que dans le -cadre du contrat dont j'ai parlé, la gestion immobilière, l'aménagement devront s'exercer sous le contrôle des élus. Il leur appartiendra de créer une structure spécifique (établissement public, société d'économie mixte) adaptée aux particularités locales. Et le patrimoine immobilier des houillères sera transféré à cette structure dans le respect des droits des mineurs et des ayant-droit du régime des mines sur des bases financières équitables.

- Dans le -cadre du contrat du plan entre l'Etat et la région Nord-Pas-de-Calais, un contrat particulier devra donc être négocié pour préciser les engagements réciproques et le calendrier de mise en oeuvre de ce programme et d'aménagement du bassin minier. Action qui devra être intégrée dans le contrat de plan entre l'Etat et les Charbonnages de France. Bien sûr, cet effort dépassera la durée d'un plan, mais je veux qu'il soit engagé sans tarder, avec résolution, dans la clarté et dans l'esprit de la grande réforme de décentralisation que nous avons mise en oeuvre.\ Et l'exploitation du charbon trouve son prolongement dans l'industrie chimique. Je serai demain à Lens proche de Mazingarbe, où, je le sais, les travailleurs sont inquiets. On y produit des engrais pour lesquels la France est le premier marché de l'Europe mais qui subit de plus en plus les effets de la concurrence étrangère, celle-ci bénéficiant quelquefois, d'un accès à une matière première, le gaz, dans des conditions qui faussent souvent la concurrence. Je crois savoir qu'un projet exemplaire est à l'étude pour utiliser le gaz perdu à Dunkerque, à la cokerie de Drocourt au moyen d'une grande canalisation qui la mènerait à Mazingarbe et qui redonnerait toute sa compétitivité à la plate-forme en provoquant de précieuses économies d'énergie. Je me garderai bien de préjuger les résultats de cette étude. Je vous donne cependant l'assurance que si celle-ci se révélait techniquement positive, alors l'Etat apporterait sa contribution à ce projet exemplaire de solidarité régionale.\

Le voyage que j'ai fait ce matin de Calais à Dunkerque, puis jusqu'à l'agglomération lilloise m'a permis de constater combien le tradition industrielle du Nord-Pas-de-Calais reste une réalité vivante. Mais si la mine est votre première richesse, elle est loin d'être la seule. Votre région est devenue en peu d'années un des pôles de la sidérurgie européenne. Dunkerque assurément où arrive le minerai, où est élaboré l'acier mais aussi les dunes pour les aciers spéciaux et Mardyck

pour le fer blanc.

- Voilà un grand complexe qui porte haut l'espoir de notre sidérurgie. J'ai noté, et je m'en réjouis que les investissements y avaient enfin repris, que les hauts fourneaux étaient en voie d'informatisation, que la cokerie et le train bande allaient être automatisés et que l'on étudiait déjà la rénovation du haut fourneau no 3, une installation d'une tôlerie forte prévue de longue date mais sans cesse reportée. Voilà je pense une bonne nouvelle surtout pour notre commerce extérieur qui en a bien besoin.

- La France pourra grâce à ce renouveau, exporter davantage. Par exemple les tubes à large diamètre qui servent à l'acheminement du gaz dans le monde.

- A côté de ces grands complexes, des centaines de petites et moyennes entreprises - vous en avez parlé monsieur le président tout à l'heure - travaillent à la transformation et de cet acier indispensable pour la construction navale, pour l'automobile éminemment représentée à Dunkerque mais aussi à Douai, à Maubeuge où à Valenciennes.

- Mais il est vrai ayant constaté la qualité de ces équipements que la sidérurgie mondiale et notamment européenne traverse de grandes difficultés. Des difficultés qui sont liées à la faiblesse de la croissance, aux changements technologiques et il faut bien le dire à une somme d'imprévoyances. Aujourd'hui même sont réunis à Luxembourg les ministres européens pour discuter de cette situation. La recession mondiale pèse sur nos débouchés et on ne peut décréter des niveaux de production sans tenir compte de l'évolution économique. Encore faut-il que les autres pays qui se sont engagés à une discipline commune respectent celle-ci. Pour ce qui est de la France nous veillerons à réaliser l'effort d'une modernisation indispensable sans ignorer les difficultés qu'il comporte en prenant particulièrement en compte les aspects sociaux et régionaux de ces évolutions et je demande au gouvernement d'y être très attentif. Le Valenciennois a toujours eu une vocation particulière dans le domaine de l'industrie ferroviaire, de la mécanique lourde qui a permis à notre pays d'être l'un des grands exportateurs mondiaux. Et si les métros français transportent chaque jour des dizaines de millions de personnes à travers le monde, c'est en partie grâce à ce qui se passe là-bas. Il faut continuer dans cette voie, mobiliser notre potentiel technique. Le secteur de la mécanique lourde doit être développé et le gouvernement a décidé que l'Institut de recherche de la sidérurgie implantera un nouveau centre de recherche dans la région de Valenciennes.\

Une autre tradition qui remonte au Moyen-Age quand la Flandre partageait avec le Piémont la maîtrise du marché des draperies : l'industrie textile. Plus de 90 % de la production nationale de laine peignée provient de votre région qui contribue de la sorte à l'essor de nos marchés.

- Le gouvernement vous le savez, a proposé aux entreprises de ce secteur des contrats qui reposaient sur un principe simple : en échange d'un effort d'investissement et, dans certains cas, de créations de postes, étaient accordées des réductions significatives de charges sociales. On en a beaucoup discuté, on a parfois contesté, mais au bout d'un an le bilan se révèle positif. Les réductions d'emplois ont été ralenties, les exportations à l'investissement ont redémarré.

Rencontrant récemment le principal responsable d'un des groupes en péril, qui ont été rattrapés de justesse mais qui étaient assurés qu'ils avaient devant eux un avenir largement ouvert et que si l'on reconduisait déjà l'an prochain avec les aménagements nécessaires le plan en question alors on pourrait dire que le plan industrie textile a réussi comme il convenait. Eh bien je viens vous dire mesdames et messieurs que ce plan sera reconduit. En 1983 les entreprises de ce secteur vont bénéficier d'incitations qui leur permettront de poursuivre le redressement déjà largement amorcé.

- Quand à la création artistique, à la mode, des efforts d'animation et de commercialisation leur assureront des débouchés menacés aujourd'hui par une âpre concurrence. Quand vous allez dans les grandes capitales du monde, notamment du monde occidental, il y a de quoi s'inquiéter. On s'inquiéterait tout à fait si l'on n'avait confiance dans notre capacité et j'ai confiance dans la capacité des Français. J'ai été satisfait de la décision du gouvernement de créer à Roubaix un centre de promotion des industries textiles.

- Textile, sidérurgie deux secteurs sacrifiés par le passé de cette division internationale du travail

dont je déplore les graves conséquences et dans ces secteurs comme dans d'autres j'attends de vous tous, ceux que vous représentez, l'effort et la ténacité indispensables et je salue en cette circonstance les entreprises qui ont fait confiance à votre région et qui annonçaient ce matin la création de 1200 nouveaux emplois. Parmi ces 1200 emplois je remarque particulièrement les 500 créés par la SODINOR, filiale que j'ai évoqué tout à l'heure et dont la création avait été annoncée par le Premier ministre "Pierre Mauroy" en novembre dernier. Eh bien cela ne suffit pas : s'il faut résister à la concurrence, il faut aussi savoir conquérir de nouvelles positions dans le commerce mondial. La modernisation du pays exige le développement d'une industrie de biens d'équipements intégrant les problèmes de l'électronique et de l'informatique. Progressivement, les usines françaises s'automatiseront si cela est bien conduit, avec intelligence et audace avec le souci primordial de l'emploi et donc aussi de la condition des travailleurs. Cette transformation produira un surgissement de nouvelles disciplines et donc la multiplication d'emplois auxquels auront été formés les jeunes sur le -plan que j'évoquais il y a un instant. Toutes les applications de l'informatique à la production industrielle y aideront. Encore une fois il s'agit là de l'un des tous premiers programmes prioritaires du IX^{ème} Plan. Encourager ces nouveaux domaines, faciliter la diffusion de ces techniques dans le tissu industriel et national : il faut que le Nord-Pas-de-Calais, qui n'a jamais été de ce point de vue en panne d'imagination, de courage et de travail tire le bénéfice de cette évolution que rien n'empêchera. Je sais d'ailleurs que votre région s'y prépare avec le projet d'un réseau de communication par câbles et autres techniques de pointe dans le triangle Lille - Valenciennes - Lens.\

Le Nord-Pas-de-Calais est aussi une région d'échanges. La géographie qui commande souvent l'histoire vous a placé au confluent de tous les grands courants de l'Europe du Nord : Grande-Bretagne, pays nordiques, Benelux, République fédérale d'Allemagne. C'est dire à quel point la réalisation des grandes infrastructures constitue un atout pour votre développement. J'ai présidé ce matin-même la cérémonie de lancement des nouveaux travaux très importants qui vont être réalisés dans le port de Dunkerque : mise à grand gabarit du canal Dunkerque - Valenciennes, réalisation d'une liaison fluviale entre les parties Est et Ouest du port. J'ai demandé en outre au gouvernement d'inscrire dans la deuxième tranche du Fonds spécial des grands travaux (dont j'avais pris l'initiative et dont vous savez que la moitié des crédits est consacrée aux économies d'énergie, condition sine qua non de notre indépendance nationale), les crédits nécessaires pour assurer le financement de la desserte maritime de la plate-forme d'USINOR. Ainsi les approvisionnements en minerai de la sidérurgie pourront être acheminés par des navires de grande capacité, ce qui réduira d'autant les coûts de transport et améliorera la compétitivité d'entreprises en réalisant de précieuses économies de devises. Votre région bénéficiera également du développement des axes autoroutiers. Je pense à la liaison Calais - Reims qui devrait être achevée d'ici 1990, ce qui n'interdit pas certaines accélérations. Ainsi le Nord-Pas-de-Calais confortera sa position de carrefour de l'Europe de Nord. La France a proposé à la Belgique et à la République fédérale d'Allemagne l'étude en commun de la réalisation d'un train à grande vitesse "TGV" vers Lille Bruxelles et Cologne. J'en ai parlé aux responsables de ces pays. Ils ont été intéressés. J'attache beaucoup d'attention à ce projet qui pourrait donner l'exemple d'une coopération européenne si souhaitable dans le domaine des technologies de pointe.

- Je souhaite aussi que cette coopération s'étende à la Grande-Bretagne des lors qu'aurait été décidé en liaison avec vous, la construction d'une liaison à travers le chenal de la Manche. Lorsque je m'étais rendu à Londres peu après l'élection de 1981, la proposition avait été relancée par la Grande-Bretagne elle-même, je dois le dire à notre grande surprise. Et depuis cette époque, c'est plutôt nous qui avons tendance à rappeler cette initiative qui finira bien par se concrétiser.\

Le Nord-Pas-de-Calais dispose d'une façade maritime importante pour notre pays. Voilà une définition de La Palisse. Et quelquefois il faut recourir aux procédés de La Palisse si l'on ne veut pas oublier l'essentiel. Demain à Boulogne j'assisterai aux opérations de débarquement de deux chalutiers, l'un industriel et l'autre artisanal, car la pêche représente un secteur économique très important qui rend d'autant moins justifié notre déficit commercial considérable en la matière

important qu'on ne le sache même jeune homme comme commercial considéré en la matière alors que nous disposons de la troisième zone économique maritime du monde.

- Il y a comme cela des contradictions qui m'effraient. J'ai représenté pendant trente cinq ans une région fortement boisée du centre de la France et j'étais toujours désolé d'apprendre que nous étions débiteurs sur ce terrain puisque le bois représentait le deuxième poste déficitaire après le pétrole dans notre commerce extérieur. Premier pays forestier d'Europe, nous recevons des meubles de Hollande où il y a peu de forêts. On en reçoit parfois d'Israël où il n'y en a pas du tout du moins à peine naissante. Il y a là quelque chose de si choquant que cela laisse après tout une grande possibilité de développement à qui le voudra et je suis sûr qu'il est bien des chefs d'entreprises d'aujourd'hui ou de demain qui vont s'affirmer et qui vont saisir cette évolution au moment même où il le faut pour restituer au pays l'énergie dont il a besoin.

- Il en va de même pour la pêche. Troisième zone économique maritime du monde, troisième puissance mondiale, voilà que nous sommes en retard de milliards et de milliards lorsque l'on établit l'équilibre de la pêche et qu'on constate que notre équipement a tendance à déperir, que dans tant d'autres pays, tant d'autres ports, la construction et la réparation navale prennent et de loin le pas sur les nôtres. Cet examen doit être fait. Je ne mets en cause personne. Je ne suis pas venu ici pour engager une polémique ou pour discuter des mérites des uns et des autres. J'ai eu l'occasion de le faire suffisamment. J'en aurai peut-être encore l'occasion mais ce que je disais surtout c'est qu'il faut vraiment d'un redressement national face à au moins dix ans d'impéritie. De telle sorte qu'il faut absolument que nous prenions ce problème d'une façon directe.

- Il en va du sort du pays. Je parlais de la pêche. Boulogne et Calais, sont aussi des importants ports de trafic de voyageurs et de marchandises. Et pourtant, là aussi, la part du pavillon français reste insuffisante. Il faut rééquilibrer nos échanges, mesdames et messieurs, ne pas se contenter de constater que l'augmentation du dollar qui pèse gravement sur notre économie, nous arrache encore quelques dizaines de milliards. Il faut aussi considérer que s'il convient, naturellement, de payer notre dette, ce qui ampute nos liquidités, nous pourrions largement rétablir en peu d'années notre équilibre pour que soient encouragées les initiatives nécessaires, je le dis à tous ceux qui veulent y participer, qu'ils soient de la fonction publique ou qu'ils soient des entrepreneurs privés ou bien du secteur national et ils ont tous un droit égal à la compréhension nationale et ils doivent donc être aidés pour qu'ensemble nous réussissions. Vous savez que d'ailleurs que pour ces échanges, la région et la SNCF ont été en mesure de proposer dès le mois de septembre ou avant le mois de septembre prochain de nouvelles modalités de gestion de trafic dans la Manche.

Mais j'insistais tout à l'heure sur l'industrie. On m'a parfois repris en me disant : mais quel est donc ce dessein dont vous parlez parfois ?

- Mesdames et messieurs, comprenons-nous bien. Je ne suis pas de ceux qui pensent que seules des réalisations que j'appellerai presque mécaniques, que seules des réalisations pratiques sont en mesure de rendre à la France l'élan dont elle a besoin. Je crois, et je me répète mais volontairement, que tout part de ce qu'il y a à l'intérieur de chacun d'entre nous, nous qui sommes tous Français, cela peut faire une addition de force, d'énergie, d'initiative, donc de création, qui donneraient à notre collectivité nationale un formidable élan. Donc, je crois, moi, que tout vient de soi-même et dans notre vie privée, dans nos réflexions, dans nos relations avec les autres, on sait bien qu'on ne vaut que ce que l'on a cultivé en soi-même. Cela étant dit, cela étant vrai pour les pays, il n'empêche qu'il est des méthodes, de procédures, des chemins à prendre, d'autres à éviter et que le grand dessein de redressement national passe par une audacieuse, intelligente et sage politique industrielle.

- Je ne reprendrai pas le langage des Saint-simoniens de l'autre siècle bien qu'il eût été, à l'époque, à l'origine de certaines grandes réussites du pays. Je dis seulement que si la France ne se dote pas, en peu d'années, de l'outil industriel adapté aux concurrences internationales rien d'autre ne se pourra. Il pourra ranimer des secteurs traditionnels lorsque cela est possible, et cela est souvent possible. J'ai dit pas de secteurs perdus : oui, des entreprises se sont laissées prendre en chemin et aussi des entreprises modernes. On a déjà réussi et le mérite est reparti à travers

les années dernières pour ceux qui l'on fait : les télécommunications, les techniques nucléaires, l'électronique. Non pas en tous domaines, car de ce point de vue nous commençons à connaître un certain déclin dans ces dernières années, mais cependant au total notre pays figure parmi les meilleurs. Il suffit de peu de choses. J'ai pu le constater au Japon, avec les industriels qui avaient bien voulu m'accompagner, que pour 40 % des produits, la France n'est pas du tout en retard par rapport au Japon, qui a pourtant la réputation d'être dans ce domaine imbattable, ce qui n'est pas le cas. L'élan industriel, qu'est-ce que vous voulez, si l'on veut lutter contre le chômage, il faut que nos usines tournent. Pour que nos usines tournent, il faut qu'elles fabriquent des produits qui puissent être vendus, il faut qu'ils puissent se présenter avec une qualité et un prix qui permettent la concurrence. On ne sortira pas de cette explication toute simple.\

Bien entendu, moi, je vais plus loin et je dis que la capacité de concurrence de nos entreprises ne sera portée à son niveau que par les hommes, par l'ensemble des hommes qui participent au développement de l'entreprise : j'ai déjà suffisamment parlé de la formation pour ne pas insister, bien que cela mérite toutes les insistances et même la conviction des travailleurs et aussi les conditions de travail, les droits des travailleurs dans l'entreprise. Bref, de quelle façon vit-on le travail, le temps vécu dans l'entreprise ? Cela, si l'on en a une vue d'ensemble, doit à la fois développer l'initiative, non seulement la permettre mais contribuer à son développement par une meilleure compréhension entre la puissance publique et l'ensemble des industries, des entreprises françaises. Et d'autre part, un effort considérable pour que l'on forme les plus jeunes, pour que l'on établisse la chaîne de présence entre les plus anciens et les plus jeunes, élément indispensable du progrès. Comme dans une famille, si l'on oublie, si l'on se sépare, si l'on coupe la racine entre les plus anciens et les plus jeunes, quelque chose se perd définitivement. Puis, tous ceux qui participent au succès de l'entreprise et particulièrement ceux qu'on appelle d'un terme générique "les travailleurs", participent, reçoivent, vivent de telle sorte qu'ils aient, au delà même de la fierté d'avoir réussi en commun, la juste répartition qui leur est due.\

Mesdames et messieurs, voilà pour l'industrie et je voudrais juste dire un mot, mais je ne l'oublie pas, j'en traiterai dans d'autres circonstances et demain notamment, de l'agriculture car, historiquement, c'est ici, de cette région qu'est parti un grand mouvement d'intensification, de rationalisation de la production. La combinaison de la polyculture et de l'élevage a fortement accru les rendements. Des le 19ème siècle, les petits paysans avaient adapté leurs techniques aux besoins alimentaires de la population voisine, la population ouvrière composée des fils des paysans et mis au point une forme de production industrielle qui, depuis lors, a montré ses capacités d'adaptation et de progrès. Et puis, il y a eu recul. Vous le savez bien. Je voudrais vous exposer de façon elliptique les quatre raisons que j'ai de croire que votre région peut retrouver son rang dans la production agricole.

- Les hommes d'abord, les agriculteurs du Nord, à la fois cultivateurs, éleveurs, producteurs de céréales, de légumes, de tous les produits animaux, possèdent une technique de premier ordre qu'il faut développer, valoriser, transmettre aux jeunes. Votre population agricole va dans les années qui viennent, se rajeunir. Voilà une nouvelle que l'on n'entend pas souvent. Se rajeunir considérablement. Le tiers des exploitations agricoles de votre région sera passée en d'autres mains, entre les mains des plus jeunes, entre 1980 et 1990. Chance à saisir. Une politique d'aide à l'installation des jeunes agriculteurs par le gouvernement doit permettre à cette région de redevenir dans ce domaine une région-pilote.

- Deuxième condition : votre terroir. Je devrais dire, parlant au pluriel, vos terroirs. Car votre région bénéficie de terres qui sont parmi les plus fertiles de France. Toutes les cultures, tous les élevages des climats tempérés peuvent y prospérer. Diversité qui est une richesse et qu'il faut maintenir.

- Troisième atout : votre marché intérieur. Cessons toujours de raisonner par rapport à l'entité nationale lorsque je réclame la reconquête nécessaire de notre propre marché intérieur, lorsque je recommande naturellement à qualité égale que vous portiez votre regard vers les productions françaises, pas seulement vos regards, également vos achats, je dois appliquer ce raisonnement aussi à une région comme celle-ci qui a une très grande puissance démographique, plus de

quatre millions d'habitants prêts à consommer ce que l'agriculture régionale est capable de produire. Je ne vous livrerai pas en circuit fermé, mais déjà connaître une autosuffisance, ce qui vous permettra de marcher dans la bonne direction du même pas.\

Enfin, mesdames et messieurs, vous disposez de grandes entreprises agro-alimentaires, coopératives ou entreprises privées de taille nationale ou internationale et dont (...) l'agriculture moderne serait tout autrement condamnée à la régression. Mais si votre agriculture dispose de tant d'atouts, elle doit combler ses lacunes. Il ne s'agit pas toujours de se lancer dans de coûteuses transformations de système de production souvent périmées, mais de retrouver l'esprit de rénovation qui utilise le mieux possible les ressources naturelles locales pour améliorer la productivité. C'est là un exemple que l'on dira de circonstance. Mais ce n'est pas le cas. La production porcine - votre région était connue pour l'importance et la qualité de cette production - a fortement diminué, pas simplement ici, au cours de ces dernières années. Une importante salaisonnerie de votre région travaillant pour la grande distribution était obligée d'aller s'approvisionner en viande porcine en Belgique et en Allemagne. Dans beaucoup de régions, vous trouveriez le même phénomène. Je l'ai connu dans la région que j'ai évoquée tout à l'heure : celle que j'ai longtemps représentée. Et voilà comment la France devient déficitaire sur un produit agricole important pour quatre milliards et demi de francs en 1982. J'étais allé visiter, il y a trois ou quatre ans, les grandes usines de Vendée et j'avais déjà observé avec un peu d'angoisse que les plus grandes usines de France de transformation porcine achetaient leurs porcs non pas en Vendée, ou en Bretagne, mais en Hollande. C'est de Bretagne aujourd'hui qu'est donné le signal, devant une situation qui découle également du phénomène européen. Il faut que chacun ici le comprenne.\

Par exemple, les agriculteurs sont justement irrités par les problèmes des montants compensatoires monétaires. Il m'arrive de réclamer mon dû. Je le fais sans trop d'insistance. Je vous dirai très simplement qu'ils ne sont pas de mon invention, les montants compensatoires monétaires. Ils existent depuis, je crois, 1969. Ils ont répondu à certaines situations, mais il est évident que l'addition des montants, comme on dit, positifs et des montants négatifs a créé une situation aujourd'hui dommageable pour notre agriculture. Il est peut-être décourageant en effet pour l'agriculteur - producteur que de voir ses efforts menacés à l'exportation par des agriculteurs européennes, je pense à l'allemande ou à la hollandaise, des pays amis mais concurrents, qui bénéficient d'une véritable subvention en raison de ce système, ceci pour venir nous concurrencer sur place. Bref, subvention pour les uns, le Marché Commun agricole aura tout de même servi à l'Allemagne et à la Grande-Bretagne à se faire ou se refaire une agriculture. Il ne faudrait pas que le phénomène inverse se produise pour la France qui a largement bénéficié pendant de longues années de ce système que j'ai au demeurant approuvé. Mais je ne parle pas des montants compensatoires. Je parle du Marché Commun agricole. Des subventions dans un cas, mais des taxes pour les agriculteurs français dans l'autre. Je me permettrai au moment où la protestation se fait entendre de dire qu'il est vrai que les montants compensatoires représentent aujourd'hui un différentiel lourd : 18 points en additionnant les montants positifs, allemands par exemple, et les montants négatifs français, 18 points ! Ce n'est pas bon. On doit le déplorer. Il faut le corriger. Notre ministre de l'agriculture ` Michel Rocard ` lutte précisément actuellement dans les instances internationales, intelligemment et avec beaucoup de fermeté, pour une nouvelle réduction ou un démantèlement, pour employer le langage de technocrates, un nouveau démantèlement des montants compensatoires monétaires.\

Il est aujourd'hui une proposition de la Commission européenne de l'ordre de trois points pour les MCM allemands et j'espère que cela ira plus vite encore. C'est l'essentiel. Permettez-moi de rappeler également pour être juste à l'égard de chacun et pour que vous soyez justes à notre égard, qu'en 1975 ce différentiel était de 25 points, qu'en 1976 il était de 26 points, c'est-à-dire largement supérieur à ce qu'il est aujourd'hui. Ceci ne suffira pas d'ailleurs, ni à nous consoler, ni à juger que nous en ayons fini avec ce grand combat pour établir les conditions de concurrence loyale entre les pays de la Communauté et nous-mêmes. J'ai donné mandat au ministre de l'agriculture ` Michel Rocard ` d'exiger que les engagements souscrits par nos partenaires soient respectés. Car ils ont été souscrits ces engagements & je pense en particulier à notre partenaire

respectés. Car, ne s'agit-elle pas de respecter nos engagements ? Je pense en particulier à notre partenaire allemand. J'ai eu une conversation avec le chancelier Kohl, il y a pas si longtemps à Bruxelles, et cela avait été précédé d'engagements écrits. J'insiste pour que les engagements pris par nos partenaires soient respectés. Il faut procéder au démantèlement des montants compensatoires et dans l'immédiat d'une fraction importante de ces montants positifs qui sont pour nous-mêmes les plus dangereux. Nous ne sommes pas maîtres, c'est le propre même d'une communauté, mesdames et messieurs, de la décision qui sera prise. Nous sommes maîtres de nos arguments, nous ne manquons pas de force, de conviction, et nous avons une solide tradition de négociation à l'intérieur du Marché Commun agricole. Nous obtiendrons des résultats. Si nous n'obtenons pas tout ce que nous souhaitons, il faut savoir qu'il s'agit là d'une décision internationale et les agriculteurs français savent que 1982 a été la première année depuis huit ou neuf ans à représenter un pouvoir d'achat agricole et même - cette année - un pouvoir en moyenne important puisqu'il dépasse 5 % et qu'il peut atteindre dans certains cas 9 %, ce qu'on n'a pas vu depuis longtemps avant 1973. Il faut qu'ils le sachent, qu'ils en tiennent compte sans que nous nous laissions abuser nous-mêmes par ce phénomène des moyennes car cela n'a pas empêché l'année dernière les producteurs d'ovins par exemple de souffrir ou bien les producteurs de volailles, et actuellement en plus de ceux-ci les producteurs de porcs, de même que les producteurs de vins jusqu'au règlement obtenu l'an dernier pour la première fois depuis 1957 à Bruxelles, mais pas encore suffisamment ont pu enfin disposer d'un réseau encore tenu de protection et de sauvegarde dont disposent déjà depuis longtemps les produits de l'Europe du Nord.\

Mesdames et messieurs, j'ai voulu vous répondre sur le fond à beaucoup de questions et vous me pardonnerez si je retiens votre attention. Mais nous n'aurons pas souvent l'occasion de tenir des assemblées de ce genre. Je voudrais quand même dire quelque chose de la façon dont votre vie régionale se développée autour de vos grandes agglomérations urbaines. Il reste tant à faire ! L'image d'une région que l'on réduit caricaturalement aux pavés, aux courés, aux terris et aux friches industrielles... C'est vrai dans nos regards. J'arrive de Roubaix et j'ai pu entendre le maire de Roubaix développer avec beaucoup de clarté la situation de sa ville que je connaissais d'autre part. Naturellement, le Nord-Pas-de-Calais, c'est cela. Mais c'est aussi autre chose. Des centres urbains d'histoire riche, une population aux traditions civiques fortes, patriotiques, une culture enracinée et puis tout ce que je dis depuis que j'ai pris la parole ici sur vos capacités et vos réussites passées.

- Pour que nous puissions contribuer, du côté de l'Etat à ce que vos efforts aboutissent, il faut que nous luttons contre vos handicaps : - en 1982, par la signature d'une convention régionale d'aménagement urbain, - en 1983, par le choix de plusieurs villes du Nord, pour les actions pilotes conduites avec la commission nationale pour le développement social des quartiers, par la mise en place d'une politique expérimentale de traitement des friches industrielles et par le décuplement de la dotation régionale finançant les surcharges foncières. Cet effort sera poursuivi au travers d'actions spécifiques dans l'ensemble de la région.

- J'ai inauguré tout à l'heure, vous le savez, le métro de Lille. On me dit que c'est le plus moderne du monde. Ce que je sais c'est que nos techniques sont très prisées à l'extérieur et que c'est un des points sur lesquels nous développons notre commerce extérieur d'une façon considérable. Récemment encore nous avons signé des contrats avec plusieurs pays du monde. C'est une grande réussite. On le doit à des ingénieurs, à des entreprises, à des élus qui ont compris la nécessité de cette entreprise et c'est la population qui en tirera profit. C'est une belle victoire. On viendra voir de loin le métro de Lille et des commandes s'en suivront, ce qui ne serait pas fâcheux. Je sais le rôle primordial joué par la communauté urbaine de Lille dans cette réalisation.\

Mesdames et messieurs, solidarité nationale. J'en ai parlé à Dunkerque. Je ne suis pas de ceux qui se serviraient de cette solidarité comme d'un alibi pour entraîner là où ils ne voudraient pas, ceux qui défendent une autre conception que la mienne de la vie démocratique dans ce pays. Je n'entends rien imposer sinon par le suffrage universel et je comprends très bien que beaucoup d'autres qui participent à ce suffrage entendent persévérer dans leurs objectifs politiques,

économiques, sociaux et culturels. Lorsque je dis solidarité, lorsque je dirai dans un instant mobilisation, ce n'est pas pour les recouvrir d'une sorte d'unanimisme qui les rendrait coupables dès lors je m'adresse que l'on soit de majorité ou d'opposition à des femmes et à des hommes qui, pour la plupart, ont vécu des grandes tragédies qui ont accompagné les deux guerres mondiales, les plus jeunes ne les ont pas vécues, ils en ont entendu parler mais leurs parents les ont vécues. Je suis de ceux-là. Je ne suis pas le seul ici. Cela veut dire tout simplement que la communauté nationale est capable de se rassembler. Le Président de la République à pour mission d'exprimer cette volonté nationale, il ne lui appartient pas de choisir les thèmes de cette nécessité du redressement français, ils s'imposent d'eux-mêmes. Nous avons le plus grand besoin de gagner les combats de la guerre économique que nous mène, guerre monétaire aussi, guerre qu'il faut malheureusement mener pour défendre nos justes intérêts face à ceux qui d'autre part se réclament à juste titre de notre alliance `Alliance Atlantique`. Nous ne pouvons pas accepter que soient ainsi divisées, séparées les formes de l'activité humaine au point que cette alliance ne voudrait que ce qui a tout de même une grande signification que lorsqu'il y a péril de mort par force militaire de ceux qui voudraient s'en prendre à nous. Il y a aussi les travaux de la paix. On ne peut pas les troubler par le désordre organisé, ni l'impérialisme économique. On ne peut pas jouer, jongler avec les monnaies qui acculent tous les pays d'Europe occidentale à vivre durement et quand on dit les nations d'Europe occidentale à vivre durement, d'abord, bien entendu d'abord les plus démunis, les plus pauvres. Le devoir du gouvernement est de mettre à l'abri de ces périls et de ces secousses de telle sorte que tous les efforts de redressement de la patrie devront passer par la justice sociale, c'est-à-dire veiller à ce que l'effort que je demande à tous, tous sans exception, soit supporté d'abord par ceux qui ont pu échapper au travers des deux premières révolutions industrielles, à la dureté des temps de travail, je les appelle tous à l'effort sans exception. Parmi les mesures qui ont été demandées aux Français, il suffirait de les aborder avec le sentiment que nous sommes en-train de construire une grande oeuvre pour en oublier vite certaines aspérités. Tandis que nous voulons nous la France, vivre sans guerre militaire, cela va de soi, économique bien entendu, mais aussi sans rêver que le monde aurait soudain trouvé l'harmonie. Je vous demande de vous rassembler, mesdames et messieurs, pour que nous gagnons ce combat, pour que nous traversions la passe, pour que nous sachions franchir ce que la crise économique nous oppose. De l'autre côté, croyez-moi, nous toucherons rivage et j'en ai la conviction profonde. Elle repose aussi sur la confiance que j'ai dans les forces et dans la générosité de la France.

- Vive la région Nord-Pas-de-Calais,
- Vive la République,
- Vive la France.\